

# LE COMBAT SYNDICALISTE



**CNT** MENSUEL DE LA  
Confédération Nationale du Travail

DÉCEMBRE 2016/N° 418 2€

## NO BORDER!

Refusons les frontières pour les êtres humains comme les frontières entre les luttes. Du démantèlement du camp de Calais aux centres d'accueil et aux campements de fortune, entretiens avec des militant·es de collectifs de soutien aux réfugié·es et aux Roms.



### Luttes syndicales

- Pression, répression, re-répression  
Soutien aux syndicalistes de Goodyear ! P2
- Les flics en mode branle-base de combat  
Police partout, justice de classe P3
- De l'État social à l'État pénal  
Contre toutes les précarités : lutter, s'organiser, se syndiquer ! P4
- Une boîte pas très propre sur elle. Le vol des heures dans les chambres d'hôtel à nettoyer P13

### Ici et maintenant

- À votre bon soutien, m'sieur dames... P6

### Dossier

- No Border ! Militer auprès et avec les réfugié·es, pour l'accès à la langue, au logement, aux soins, sans trop dépendre des bonnes volontés, ou des mauvaises. P6 à 12

### International

- Turquie
- Amerikkke
- Canada/France
- Écosse/Palestine P15 à 19

### Culture

- Péret, poète c'est-à-dire révolutionnaire P20
- Cantal, terre de renaissance de la CNT P21
- 2 bouquins de chez "niet éditions" P22

# Pression, répression, re-répression

Soutien aux syndicalistes de Goodyear ! Non à la criminalisation du mouvement social !

**L**e 12 janvier dernier, huit anciens salariés syndicalistes à la CGT de l'usine Goodyear ont été condamnés à 9 mois de prison ferme dans le cadre de leur lutte contre la fermeture de leur usine. Ayant fait appel de cette décision antisociale, ils ont donc été convoqués devant la cour d'appel d'Amiens les 19 et 20 octobre. Le procureur a requis deux ans de prison avec sursis. C'est moins qu'en première instance, mais ça reste une condamnation. Mis en délibéré, le jugement sera connu le 11 janvier.

À travers ces condamnations des 8 camarades l'ensemble des travailleurs et des travailleuses est concerné, puisqu'elles s'inscrivent dans un climat où l'État et le patronat usent de tous les moyens pour faire taire toutes formes de contestations et de luttes.

En témoignent les nombreuses répressions et violences policières



de ces dernières années. Le cas de notre camarade Fouad Harjane, condamné à 40 000 euros d'amende pour sa participation à un mouvement anti-CPE, en est un exemple frappant. Des poursuites ont également été engagées à plusieurs reprises contre des personnes venant en aide aux migrant-es, sans parler de la violente répression dont sont victimes les zadistes partout en France, à commencer par ceux et celles de Notre-Dame-des-Landes mais aussi les condamnations des syndicalistes d'Air France tout comme celles des opposant-es à la loi Travail. N'en déplaise aux autorités, collectivement nous réaffirmerons notre solidarité de classe envers

l'ensemble des condamné-es du mouvement social et nous continuerons à nous mobiliser contre l'ensemble des lois patronales. Pour la CNT, la seule condamnation qui tienne c'est celle de la violence des licenciements que subissent les salarié-es, celle de la violence sociale que nous subissons chaque jour.

La CNT réaffirme sa détermination à combattre la répression à l'encontre du mouvement social, les attaques faites au syndicalisme, et à lutter pour les droits de toutes les travailleur-euses contre la justice bourgeoise, l'État et le Capital. ●

**LA CNT**



## Les flics en mode branle-base de combat

Police partout, justice de classe.

Face aux manifestations policières sauvages qui se sont déroulées depuis le 17 octobre et dans lesquelles nous pouvons voir des centaines d'agents équipés, formés, masqués, armés vociférant la Marseillaise un peu partout en France, il paraît nécessaire de rappeler que la violence la plus manifeste est celle de l'État, dont la police est le bras armé.

Alors que s'opère le démantèlement du bidonville de Calais après des mois de harcèlement moral et physique ;

alors qu'est imminente l'expulsion de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ;

alors que nous portons tou-tes le souvenir encore cuisant d'une répression policière sans retenue lors des manifestations contre la « loi travail » (coups, blessures, nasses, arrestations à tours de bras, confiscations de matériel syndical et de matériel de protection, insultes, surveillance...);

alors que se multiplient les contrôles d'identité humiliants et systématiques subis par les personnes issues de l'immigration et des quartiers populaires ;

alors qu'on ne compte plus les victimes de ces contrôles et autres com-

portements violents, qui meurent dans les fourgons et commissariats ; il est intolérable de les voir défiler pour réclamer une augmentation de leurs moyens et droits à réprimer. ●



CNT 38

# De l'État social à l'État pénal

Contre toutes les précarités : lutter, s'organiser, se syndiquer !

Depuis une trentaine d'années, les gouvernements successifs ont organisé, avec la complicité du patronat, la dérégulation de l'économie et le démantèlement de tous les systèmes de sécurité sociale. Aujourd'hui, près de quatre embauches sur cinq se font sous une forme précaire. Le détricotage du salariat, le délitement des liens sociaux, l'effritement de la protection sociale, ont permis cette précarité, devenue l'horizon obligé des nouvelles générations entrant sur le marché du travail. Avec le niveau élevé de chômage, la précarité devient ainsi un puissant outil d'asservissement des salarié-es et de pression à la baisse des salaires et conditions de travail.

## ■ Précarique, précarique ?

- les contrats précaires, dans le privé (CDD, intérim, stages, service civique, etc.) ou le public (contractuel-les, vacataires, statuts spécifiques tels AED, AVS, CUI-CAE, etc.) ;

- les temps partiels imposés, notamment aux femmes et dans le nettoyage, la restauration, l'animation, la grande distribution... ;

- la multiplication des « stages », notamment comme premier emploi après études ou formation, la plupart du temps non rémunérés malgré les lois applicables, pour des stagiaires recruté-es sur des postes souvent pérennes ;

- le chômage, de plus en plus massif et de moins en moins indemnisé, et les minima sociaux, que ce soit le RSA ou le minimum vieillesse (ASPA) ;

- l'autoentreprise et l'uberisation de la société, c'est-à-dire la transformation de tout-e salarié-e en micro-entreprise devant gérer son capital et ses « clients »... et s'autoexploiter ;

- le travail non déclaré, qui touche notamment les travailleurs étrangers dits détachés venus des pays d'Europe les moins favorisés ou les

travailleurs sans papiers extra-européens.

N'oublions pas que le CDI reste précaire de par le lien de subordination à l'employeur qui permet de licencier presque à l'envi (seule sanction : une éventuelle indemnité financière aux prud'hommes) et de procéder au chantage à l'emploi. Le statut de fonctionnaire est lui aussi de plus en plus remis en cause, la loi récente dite « mobilité » de 2009 permettant le licenciement.

La précarité sociale et économique liée aux bas salaires et à ses conséquences, affecte aussi le logement, l'accès aux soins, à la justice ou la culture.

## ■ Les attaques récentes ou à venir...

Les « réformes » qui renforcent cette précarité se sont multipliées :

- attaques incessantes contre la sécurité sociale (chômage, maladie, retraite) qui génèrent de plus en plus de retraité-es pauvres, de baisse des allocations chômage, de radiations de demandeur-euses d'emploi et de réduction des droits à la santé ;

- la suppression massive de postes et des recrutements aux concours des fonctions publiques d'État, territoriale et hospitalière, remplacés par des contrats précaires. A l'issue des contrats, ces personnels sont le plus souvent remis sur le marché du travail sans avoir pu bénéficier de formations ;

- la loi travail permet à Pôle emploi de déduire directement les trop-perçus sur le compte des chômeur-euses ou de ne pas prendre en compte les déclarations tardives d'activité ; cette loi renforce les pouvoirs du patronat pour le temps partiel ou la flexibilisation du temps de travail (et donc de baisse des salaires effectifs) et facilite les licenciements économiques ;

- au cours des derniers mois, baisse des APL, suppression de la prime pour l'emploi, intensification des contrôles pour les chômeur-euses, allocataires du RSA, bénéficiaires de la CMU-C, multiplication des sanctions et des radiations ;

- La réforme en cours des minima sociaux, intégrée dans la loi de finance, organise le flicage des allocataires par les départements, nivelle par le bas les montants d'indemnisation et supprime l'allocation temporaire d'attente, au profit du RSA ou, pour les moins de 25 ans, de la "garantie jeunes". Ce nouveau dispositif, applicable à l'ensemble des jeunes entre 18 et 25 ans ayant moins de 300 euros de ressources, est présenté comme un "contrat passé avec la mission locale". Il instaure le principe de la "contractualisation" des minima sociaux, c'est à dire de la suppression de l'allocation en cas de non respect par l'allocataire des obligations fixées dans son "contrat d'insertion".

L'État multiplie les cadeaux au patronat, loi Macron, Pacte de responsabilité. Le dispositif de prime à l'embauche pour les PME, prime de 4000 euros pour l'embauche d'un-e salarié-e, sous réserve que cela soit un bas salaire (pas plus de 1,3 fois le Smic), permet d'accroître la masse de travailleurs pauvres en concédant des embauches à bas salaires au motif d'une main-d'œuvre dite « peu qualifiée ».

La « reprise » ainsi annoncée et la « baisse » des chiffres du chômage sont tout simplement l'indexation de la force de travail des salarié-es vers des emplois sous-payés, sans compter les radiations des chômeur-euses en fin de droits relégué-es au RSA.

L'État « social » passe à l'État « pénal » : d'un côté, des aides sociales réduites, de l'autre, des précaires pénalisés voire incarcérés pour flexibiliser le marché du travail. Ce contrôle généralisé de tous les instants de la vie est autant destiné à faire accepter l'inacceptable, la précarité de l'emploi et de la vie, qu'à brider toute possibilité de développement d'une vie et d'une créativité autonomes, extérieures au marché du travail, au capitalisme et à l'État.

## ■ Diviser pour mieux régner

Les gouvernements ciblent les « assistés », attaquent les acquis et droits sociaux, tentent de diviser entre fonc-

**FACE À LA PRÉCARITÉ GÉNÉRALISÉE,  
NE RESTONS PAS ISOLÉS !  
ORGANISONS NOUS  
POUR LUTTER COLLECTIVEMENT !**

**LE 3 DÉCEMBRE  
14H PLACE STALINGRAD**

**GRÈVE GÉNÉRALE**

**TON CODE DU TRAVAIL**

**VAUT BIEN**

**TOU-TE-S À LA MANIF CONTRE LE CHÔMAGE  
ET LA PRÉCARITÉ LE 3 DÉCEMBRE**

CNT au 33 rue des Vignoles - Paris 75020  
Metro : Avron/Buzenval

tionnaires et salarié-es du privé, entre « insiders » (CDI) et « outsiders » (CDD, stagiaires, etc.), entre salarié-es des grosses et petites entreprises, entre « Français » et « immigrés », etc. Leur but : briser toute conscience de classe et créer des oppositions artificielles pour faire oublier que la ligne de fracture est bien entre patrons et État d'un côté et travailleur-euses de l'autre...

La précarité se caractérise par la violence des rapports sociaux. Pour les précarisables, la vie est un combat de tous les jours, pour ne pas devenir précaires. Pour les précarisés, un combat de tous les jours, pour ne pas être encore plus précarisés. Pour ceux qui sont encore dans le monde du travail, elle se manifeste par la souffrance au travail ou la peur de perdre son emploi ; et pour ceux qui en sont sortis, le stigmate que la société impose aux soit-di-

sant « assistés » ou « inemployables ». Dans toutes ces situations, prévaut la sensation de ne pas avoir la maîtrise de son existence.

#### ■ Et maintenant, que faire ?

L'individu est devenu « autonome » au prix de la vulnérabilité. Tout en l'affranchissant de la communauté, l'individualisme l'a rendu plus fragile.

Pour la CNT, il est aussi important et essentiel de se rendre visible, via des manifs, que de se retrouver et de s'organiser collectivement en :

- refusant de se laisser diviser selon nos « statuts » ;
- recréant et renforçant des liens de solidarité contre l'individualisme libéral ;
- luttant pour des avancées sociales collectives et communes, dans nos branches et dans l'ensemble de la société (sécuri-

té sociale améliorée, titularisation des contrats précaires, fin des temps partiels imposés, augmentations des salaires, partage du temps de travail et des richesses, lutte contre les tendances autoritaires et sécuritaires de l'État, accès au logement, à la santé, la culture, etc.).

Ceci ne peut passer, que par une organisation syndicale de lutte de classe, autogestionnaire, non corporatiste et révolutionnaire, qui puisse certes agir lors des mouvements sociaux, mais aussi sur nos lieux de travail, dans nos quartiers, nos villes. Il s'agit également de créer les conditions d'une véritable transformation de la société actuelle, pour enfin sortir du capitalisme et de l'exploitation salariale. ●

*Le groupe de réflexion sur la critique du travail  
de la CNT-RP*

## NO BORDER !



## No Border !

Militer auprès et avec les réfugié-es, pour l'accès à la langue, au logement, aux soins, sans trop dépendre des bonnes volontés, ou des mauvaises.

Jean-François, adhérent au Stics à Marseille, intervient au CAO de Sisteron. Dans ce Centre d'accueil et d'orientation, il donne des cours de français aux réfugiés, une trentaine, surtout des jeunes soudanais et érythréens. Entretien.

### ■ Combat syndicaliste : Comment tu t'es retrouvé à donner des cours de français dans un CAO ?

Jean-François : Quand le CAO s'est ouvert à Sisteron en octobre 2015, je suis allé voir ce que je pouvais faire, refoulant cette impression d'impuissance, qu'on ne peut rien faire d'utile au présent dans le sens d'une solidarité internationale, y compris dans une approche No Border ou cénétiste. C'était une opportunité, même si les politiques gouvernementales appliquées aux étrangers me sont insupportables depuis très longtemps. C'est juste ça, apporter ma solidarité, essayer d'aider ces réfugiés à accomplir leur projet, en les aidant dans l'accès à la langue, mais aussi au logement, aux soins, aux droits...

### ■ Qu'est ce qu'ils attendent de la maîtrise du français par rapport à

### leur stratégie de migration ?

Ce n'est pas le cas partout, les CAO ne sont pas du tout homogènes, mais à Sisteron 100 % des réfugiés soudanais, érythréens, afghans, veulent faire leur demande d'asile en France. L'acquisition de la langue, c'est le premier facteur de l'autonomisation, l'outil essentiel d'une liberté minimale qui leur permettra d'éviter les chausse-trappes et les mensonges de l'administration. Beaucoup des Soudanais par exemple, ne viennent pas de Khartoum mais de villages après avoir fui la guerre du Darfour. Ils ont peu fréquenté l'école et se retrouvent avec une complète incompréhension du monde dans lequel ils débarquent. L'apprentissage du français est une nécessité vitale pour comprendre ce qui se passe là où ils sont, le sort qu'on leur réserve. Connaître quelques mots de français c'est accroître la possibilité de s'en sortir.

### ■ Est-ce qu'il y a plusieurs manières d'apprendre la langue ? Avec des enjeux pédagogiques mais aussi politiques ?

C'est évident : ce n'est pas parce qu'on parle français qu'on va savoir

l'enseigner. Pour ma part, je me suis appuyé sur un programme d'enseignement très précis et ciblé de la Cimade de 2008 (le projet FAAR), qui donne les standards des enseignements des langues et des objectifs linguistiques, en ouvrant sur les dimensions sociales, culturelles, sanitaires et politiques. Que ça se fasse en visitant un musée, la gare, la mairie ou en examinant des documents administratifs, des demandes de CMU, la couverture médicale universelle. Ce projet avait été monté spécifiquement pour des réfugiés, en partant de leur réalité. Je m'en suis beaucoup servi et ai décidé après sa lecture d'entreprendre une formation en "français langue étrangère". Malheureusement, ce n'est pas une base que je partage avec les autres intervenants qui enseignent le français ici. Il n'y a pas de définition commune d'un projet pédagogique. Certains préfèrent enseigner le plus-que-parfait, l'usage de l'article, sans approche culturelle ou sociologique plus large. Du côté des réfugiés, certains sont là depuis un an, toujours en procédure de demande d'asile. Certes il y a des progrès, ils parlent mieux français, sont plus autonomes, mais si on avait eu un projet pédagogique réfléchi, construit, ils

## DEMANTÈLEMENT DE LA JUNGLE



seraient sans doute plus avancés et libres...

■ **Dans les gens qui se mobilisent pour les migrants, comment cohabitent les motivations, charité chrétienne, vision citoyenniste, et des préoccupations plus politiques et de solidarité internationale ?**

Pour les réfugiés, rien n'est clair, certains peuvent croire qu'on est salarié-es pour enseigner le français ou jouer au foot avec eux. Il y a bien

si un impact. J'essaie de combattre cette vision, mais elle a aussi sa place...

■ **Est-ce que tu n'as pas le sentiment que ton intervention peut être comprise comme un élément de la politique française « d'accueil » ?**

Je suis ingénieur du son et j'ai animé des ateliers vidéo à la prison des Baumettes à Marseille il y a quelques années et je ne me suis jamais pensé

■ **Le pouvoir, les grands médias présentent les passeurs comme des trafiquants, des exploités attirés uniquement par le profit. Est-ce que c'est la vision réelle des gens que tu côtoies au CAO ?**

Le passeur sert de figure de repoussoir, de bouc émissaire. C'est pratique pour éviter de s'interroger sur le pourquoi de cet exil des réfugiés. Bien sûr il y a des salauds qui font du fric sur la détresse des gens, mais il y en a aussi qui le font simplement,



sûr des manières paternalistes qui contiennent, une certaine part de racisme... Mais même une approche à la base chrétienne, simplement humanitaire, a sa valeur, avec des choses qui peuvent paraître dérisoires, accompagner un mec à l'hôpital, jouer aux boules, au foot avec eux. Quelque chose d'humain se passe. Les liens d'empathie ont aus-

comme un maton. Mais je sais que certains peuvent le penser, que tout ce qu'amène la prison participe au contrôle. Ces débats existent aussi pour le soutien aux réfugiés où on pallie l'absence totale de moyens officiels pour cet accueil. On est un rouage d'un ensemble, on doit en avoir conscience et essayer de le subvertir...

politiquement, qui prennent leur voiture, leur sac à dos pour faire passer des frontières, montrer des chemins, pour éviter que certains perdent leurs pieds, gelés par un passage dans la neige. On est dans un secteur où parfois des migrants, souvent mineurs, se font renverser par des voitures en tentant de passer la frontière. Et les conducteurs



ne s'arrêtent même pas... Le 9 octobre, une adolescente érythréenne a été tuée, fauchée par un camion à quelques mètres de la frontière française. La police attrape des gens dans le train, au faciès et les remet de force en Italie aux mépris des lois. Devant ça, tu ne peux pas rester les bras croisés. À côté d'ici, un agriculteur a commencé ça tout seul avec sa camionnette. Jusqu'à être débordé avec une cinquantaine de réfugiés logeant dans sa petite maison. D'où le choix collectif avec d'autres militants d'ouvrir un lieu, une ancienne colo de vacance de la SNCF, délogée quelques jours après par la police. Et il se retrouve devant un tribunal pour réprimer son sens de la solidarité (Voir encadré).

## La Roya : les militants criminalisés

### La justice cible les militants, transformant la solidarité en délit

Depuis la fermeture de la frontière entre Vintimille et Menton en août 2016, les réfugiés venus d'Afrique ou du Moyen Orient ou d'ailleurs buttent sur ce nouveau verrou mis en place par l'État français. Ils cherchent donc d'autres points de circulation vers l'Europe du nord ; certains tentent le passage par le train, d'autres par l'autoroute (ils y perdent la vie parfois), d'autres par la montagne (ils y perdent leurs membres gelés parfois), d'autres encore remontent à pied la vallée de La Roya qui part de Vintimille vers le nord, vers la France. En octobre ils étaient de plus en plus nombreux à fuir le camp de la Croix Rouge italienne de Vintimille ; des militants les accueillaient, les aidaient à passer, leur procurant aide, nourriture, hébergement. Face au nombre croissant de réfugiés, dont de nombreux enfants (on dit «mineurs»), présents dans la vallée, ces militants ont décidé, palliant une fois encore l'incurie de l'État en matière d'asile, d'ouvrir un lieu d'accueil à Saint-Dalmas de Tende, dans une colonie désaffectée de la SNCF.

Plainte a été déposée immédiatement, appuyée à hauts cris par les édiles départementaux et régionaux, et trois jours plus tard le lieu était évacué, les réfugiés dispersés (on dit «accueillis») et quatre militants arrêtés. L'un d'eux est poursuivi pour « aide à l'entrée et au séjour irréguliers d'un étranger en France », ainsi que pour « occupation illicite de bâtiments ». Procès le 23 novembre au tribunal correctionnel de Nice.

■ **Le long de leur parcours et de leur histoire, des réfugiés ont accumulé sur des semaines, des mois ou plus, des traumatismes psychologiques ou physiques. Est-ce que c'est une dimension qui est prise en compte ?**

Je ne suis pas médecin mais je suis persuadé qu'il y a des pathologies spécifiques qui se développent chez les réfugiés, parfois sur plusieurs années, et qui ne sont pas traitées. Beaucoup de gens qu'on voit sont dépressifs, déprimés. Aucun soutien psychologique, psychiatrique ou psychanalytique n'est apporté. Il y a aussi de vieilles blessures qui traînent, séquelles de coups et de torture. C'est un vrai déni de ce qu'ils sont comme être humains. D'autant que même si certains réfugiés bénéficient de la CMU, les portes se ferment souvent, les médecins libéraux refusant les consultations, dans des problématiques racistes, laissant entendre que trois Noirs dans leur salle d'attente, ça va faire tache vis à vis de leur clientèle... Certains appellent les associations en demandant qu'on

arrête de leur adresser des patients. Restent les urgences de l'hôpital, qui ne soignent par définition que l'urgent et donc pas le fond des traumatismes... Il y a bien dans le réseau militants quelques médecins bénévoles, des ostéos, mais si peu nombreux.

■ **Comment les solidarités peuvent-elle s'instaurer entre des gens qui n'ont pas les mêmes cultures, les mêmes langues, les mêmes pratiques de vie quotidienne, peut être les mêmes envies ?**

Pas évident... D'un côté des gens se retrouvent à devoir vivre ensemble dans des conditions très dures, dans la promiscuité, ce qui peut générer des violences, des haines. Et la précarité des situations personnelles amène parfois à se refermer sur ses problèmes personnels. De l'autre côté, des solidarités s'instaurent, certains aident d'autres à monter leurs dossiers, conseillent sur ce qu'il vaut mieux dire ou ne pas mentionner dans une demande d'asile, des manifs ont été organisées par les réfugiés à Calais, Paris et dernièrement



à Marseille devant l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration) pour exiger des logements. Et si on regarde la destruction de Calais, elle a servi à démanteler un immense centre de ressources, de solidarités entre réfugié-es et militant-es... L'opération de Calais, c'est organiser l'invisibilité des réfugié-es en les dispatchant un peu partout, et en les isolant.

■ **Le départ de Calais a été assorti de promesses. Seront-elles tenues ?**

On a dit à tous ceux qui ont été « dublinés » qu'il seraient « dédublinés » en acceptant d'aller dans les CAO. Dans le jargon, les dublinés, sont ceux qui aux termes du règlement de Dublin, peuvent être renvoyés dans le pays européen où ils ont laissé leurs empreintes avant leur arrivée en France. Ce n'est pas le pays par lequel ils sont entrés en Union européenne, mais celui où ils ont été contrôlés et enregistrés dans le fichier Eurodac, le plus souvent contre leur gré, matraqués, profitant de leur passage à l'hosto pour prendre leurs empreintes. Mais dédubliner quelqu'un repose sur le pouvoir discrétionnaire des préfets, qui eux font des calculs et ont des quotas à remplir.

■ **Les solutions en CAO forment-elles un paysage homogène ?**

Les conditions matérielles sont très disparates d'un CAO à un autre. Ici ce sont des appartements dans une cité périphérique, souvent à 6 par appart, parfois deux par chambre, cuisine et salle de bain en commun. Ailleurs, ça

peut être une colonie de vacances, ou un gymnase avec des lits de camps. Ces centres sont confiés à des associations très diverses, ici Adoma, ex Sonacotra spécialisée dans l'accueil d'urgence et les populations fragilisées, là c'est la fondation Abbé Pierre, ou une asso de soutien aux handicapé-es, avec des salarié-es pas formé-es, pas du tout au fait des procédures de demande d'asile et des problématiques des réfugiés. Se tromper dans ce qu'il faut indiquer dans un récit de vie pour l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) peut faire échouer la demande. Le bon conseil en la matière, pour un-e réfugié-e, c'est vital.

■ **Tu utilises volontairement le terme réfugiés et non de migrants...**

Réfugié me semble plus juste. Le terme migrant est la terminologie institutionnelle, qui décrit mal les personnes : leur objectif n'est pas de se déplacer, d'errer, mais bien de trouver refuge quelque part, de se fixer là où un asile les protège...●



**La solidarité traînée devant les tribunaux**  
De Daladier à Hollande, via Sarkozy

Depuis quand l'entraide est-elle passible des tribunaux ? Comme ça, on dira depuis 2009, au moins. Sarkozy est alors président de la république, Rachida Dati ministre de la justice. Le « délit de solidarité », les juristes l'appellent L. 622-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers. Le texte de loi dit que « toute personne qui aura, par aide directe ou indirecte, facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France sera punie d'un emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 30 000 euros. » Mais en fait, la première fois que la loi française a institué la possibilité de poursuites pénales, c'était il y a près de 80 ans : l'article 4 du décret-loi « Daladier » du 2 mai 1938 a inventé le délit d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers d'un étranger en France, à l'époque dans un climat particulièrement xénophobe : « tout individu qui, par aide directe ou indirecte, aura facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers d'un étranger en France sera punie ». À l'époque, c'était passible d'une « amende de cent à mille francs et d'un emprisonnement d'un mois à un an ».

Ce délit réprimant depuis 2009 l'aide logistique aux étrangers faisant un peu tache, les gouvernants ont prétendu qu'il ne s'appliquait pas, ou qu'il ne frappait que les méchants qui auraient monnayé leur assistance, les passeurs notamment. Sous diverses pressions et mobilisations, le gouvernement annonce depuis 2013 la suppression du « délit de solidarité » par la loi n° 2012-1560 du 31 décembre 2012 « relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées ». Mais ce désintéressement, c'est quoi ? Pour les juristes du Gisti, Groupe d'information et de soutien des immigrés, ça désigne des interventions « sans contrepartie "directe ou indirecte", ce qui permet toutes les dérives : on a même vu engager des poursuites contre une personne qui hébergeait une famille étrangère en faisant valoir qu'il y avait eu contrepartie, ladite famille ayant participé aux travaux domestiques et lavé la vaisselle ! »\*

\* [www.gisti.org/delits-de-solidarite/](http://www.gisti.org/delits-de-solidarite/), et [www.gisti.org/spip.php?article1399/](http://www.gisti.org/spip.php?article1399/)

# La Turquie garde-chiourme choyé de l'Europe



**Six milliards en cadeau au régime turc pour garder les portes de l'Europe forteresse.**

Extrait du chapitre « L'Union européenne finance Daech : trois milliards d'euros donnés à la Turquie », publié dans «Serhildan» : le soulèvement au Kurdistan. Paroles de celles et ceux qui luttent pour l'autonomie, Niet! éditions, 142 pages, 7 euros.

**L**e président-dictateur turc Erdogan a beau être prêt à toutes les horreurs pour asseoir définitivement son pouvoir, il n'en est pas moins malin. Il a bien manœuvré l'été dernier. En ouvrant les vannes des Syrien-ne-s et Irakien-ne-s réfugié-es en Turquie vers l'Europe, il a mis une pression phénoménale sur cette dernière.

L'Union européenne, prise de panique, a cédé à toutes les exigences de l'État turc. Non seulement elle a décidé de se murer dans un silence assourdissant quant aux pratiques fascistes du régime turc, aux massacres qu'il commet et au climat de terreur qu'il instaure au Kurdistan, mais l'Europe a également pris la décision de donner trois milliards d'euros à la Turquie pour externaliser sa politique migratoire, c'est-à-dire pour que l'État turc garde les réfugié-es à l'intérieur de son territoire. Il serait naïf de croire que ces trois milliards\* seront utilisés à ces fins. Et, de fait, en Turquie et au Kur-

distan, personne n'y croit : tout le monde sait que la plus grande partie du magot ira directement dans les poches du dictateur pour armer toujours plus ses flics et ses militaires dans leur guerre aux opposant-es et au mouvement kurde. Chacun sait aussi que les institutions, répressives notamment, sont de plus en plus pénétrées par Daech. Ces trois milliards ne sont qu'un chèque en blanc donné au régime fasciste et à l'esprit de Daech en Turquie...●

\* doublés à six milliards désormais suite aux accords UE-Turquie du mois d'avril 2016.

## Migrants sacrifiés à la réalpolitik européenne et turque

**La porte de l'Europe grande ouverte aux compromissions.**

Extraits des interviews de quatre personnes réalisés par le collectif Ne var ne yok en décembre 2015 à Amed (Diyarbakır) et Istanbul.

**B**erfin : Erdogan a bien joué son coup. Il a bien pris la mesure de la profonde peur des dirigeants de l'Union européenne : ils

étaient prêts à tout sacrifier suite à la « crise des migrants ». Cet argent est censé servir à construire des camps ou à subvenir aux besoins des réfugiés en Turquie, ce que je ne crois pas du tout. [...] La Turquie lance des effets d'annonce en assurant par exemple que les enfants vont être scolarisés [alors qu'elle] va se servir

des réfugiés comme d'une « armée de réserve » au niveau économique. Et je pense que cet argent va servir à Erdogan à s'acheter une impunité, et personne ne pourra jamais l'emmerder sur tout ce qu'il va pouvoir faire ensuite [...] C'est une manière très claire de cautionner tout ce que peut faire Erdogan, notamment contre les



Kurdes et tous les gens qui luttent dans ce pays. Et je suis quasiment sûre que cet argent va aller directement dans ses poches et celles de ses potes. Il ne va pas subvenir aux réels besoins des gens...

**Baran** : C'est le théoricien russe Alexandre Dugin qui a lancé cette question de l'arrivée massive des migrants. C'est le conseiller de Poutine. Sa théorie est à peu près celle-ci : tous les pays du Tiers-Monde, de l'Afrique et du Moyen-Orient vivent des guerres depuis des années. Si personne n'arrête et ne s'occupe des djihadistes, alors les migrants seront nombreux à venir en Europe. C'est évident que lorsqu'il dit ça, il le dit pour les intérêts russes, c'est important de le rappeler. Mais selon moi, l'idée de l'AKP d'utiliser les migrants contre l'Union européenne vient de ces groupes russes vivant en Turquie qui voient Dugin comme un prophète. Ils ont donc donné cette idée à l'État turc et ils ont ouvert les portes aux migrants pour qu'ils aillent en Europe [...] La Turquie a ouvert les frontières, a réussi à bien faire peur à l'opinion publique en Europe, et a récupéré les trois milliards d'euros. Mais je pense aussi que les politiciens européens utilisent cet argent de façon hypocrite. [...] L'Europe profite de la Turquie, et vice versa [...]

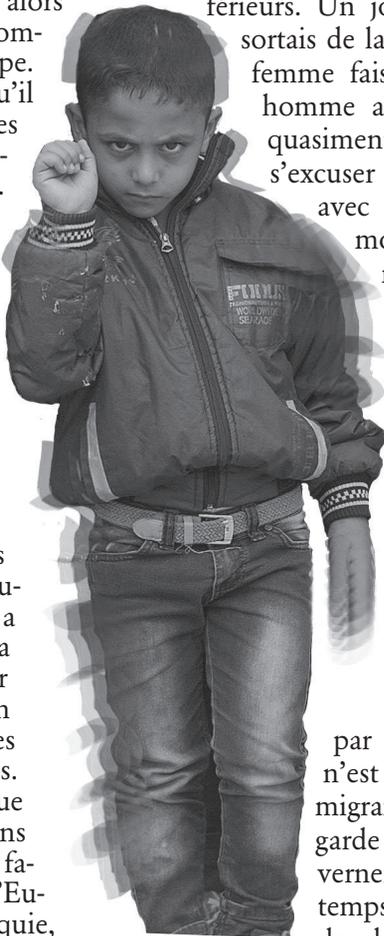
**Firat** : En gros, l'Europe dit : « *Que les réfugiés restent en Turquie, qu'ils ne viennent pas nous faire chier en Europe. Nous avons beau avoir détruit leurs vies, et ainsi les avoir obligé à migrer, qu'ils ne viennent pas en Europe,*

*qu'ils restent en Turquie.* » Et à Erdogan : « *On vous donne l'argent pour construire des camps, et gardez-les !* »

En Turquie, les réfugiés n'ont pas de statut juridique, et sans même parler de droits, ils sont dans un vide juridique. Cette absence de statut les force à vivre une vie totalement précaire. Alors que dans leur pays d'origine, ils avaient un statut, une occupation, une vie.

En Turquie tout le monde peut les bousculer, mal se comporter avec eux, les considérer comme inférieurs. Un jour, par exemple, je sortais de la bibliothèque et une femme faisait la manche : un homme avec une carriole l'a quasiment écrasée sans même s'excuser car il l'a considérée avec mépris comme une moins que rien. Les migrants ont droit aux soins de santé gratuits mais quand ils vont dans les hôpitaux, ils sont utilisés comme cobayes pour des tests médicamenteux. Ils sont bien sûr utilisés aussi comme force de travail peu chère. Ils se font tous exploiter comme jamais.

Cet argent donné par l'Union européenne n'est pas utilisé pour les migrants. Quand on regarde les dépenses du gouvernement ces derniers temps, le plus gros poste de dépense, c'est la dépense : chaque centime donné par l'Union européenne à l'État turc retombe sur les Kurdes sous forme de bombes et de balles. Peut-être qu'un seul pour-cent est utilisé pour les réfugiés... ●

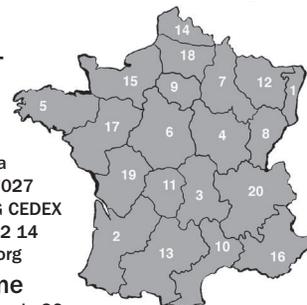


## Là où tu vis la CNT lutte

**Vous trouverez sur le site Internet [www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org) toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par régions.**

### Bureau confédéral

5, place des charrons 57000 Metz  
06 52 17 93 54 mël : [cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)



#### 1 Alsace

Union régionale CNT c/o Lucha y Fiesta  
BP 30017 67027 STRASBOURG CEDEX  
1 09 52 91 12 14  
[alsace@cnt-f.org](mailto:alsace@cnt-f.org)

#### 2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue Sanche-de-Pomiers, 33000 Bordeaux  
06 95 52 69 71  
[ul33@cnt-f.org](mailto:ul33@cnt-f.org)  
Syndicats régionaux PTT Aquitaine, BP 80099, 33704 Mérignac  
Culture Aquitaine 36, rue Sanche-de-pomiers, 33000 Bordeaux

#### 3 Auvergne

Union locale CNT  
Salle Poly, place Poly, 63100 Clermont-Ferrand

#### 4 Bourgogne

Syndicat intercorporatif CNT de Saône-et-Loire  
BP 3, 71290 Cuisery  
[interco71@cnt-f.org](mailto:interco71@cnt-f.org)  
06 01 22 17 94  
Syndicats CNT Nièvre  
BP 25, 58018 Nevers-Courlis

Syndicats CNT Dijon BP 392, 21011 Dijon

#### 5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT  
BP 30423, 35004 Rennes CEDEX  
06 34 98 30 72  
[bretagne@cnt-f.org](mailto:bretagne@cnt-f.org)

#### 6 Centre

259, rue de Bourgogne, 45000 Orléans  
[interco.45@cnt-f.org](mailto:interco.45@cnt-f.org)

#### 7 Champagne-Ardennes

Syndicats CNT Marne BP 90009, 51201 Épernay CEDEX

#### 8 Franche-Comté

Syndicats CNT Doubs c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon CEDEX  
[cnt-doubs@cnt-f.org](mailto:cnt-doubs@cnt-f.org)  
Syndicat intercorporatif CNT Jura BP 98, 39140 Bletterans cedex

#### 9 Île-de-France

Union régionale CNT  
33, rue des Vignoles, 75020 Paris  
01 43 72 95 34  
[br.rp@cnt-f.org](mailto:br.rp@cnt-f.org)

#### 10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT  
BP 90256, 6 rue d'Arnal 30000 Nîmes  
[ur.lr@cnt-f.org](mailto:ur.lr@cnt-f.org)

#### 11 Limousin

Union locale Limou-sin  
6, rue de Gorre, 87000 Limoges,  
[cnt87@cnt-f.org](mailto:cnt87@cnt-f.org)

#### 12 Lorraine

Union régionale CNT  
[ur.lorraine@cnt-f.org](mailto:ur.lorraine@cnt-f.org)  
UD CNT Moselle  
5, place des Charrons, 57000 Metz  
[ud57@cnt-f.org](mailto:ud57@cnt-f.org)

#### 13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT  
18, av. de la Gloire, 31 500 Toulouse  
Tél 09 52 58 35 90

#### 14 Nord Pas-de-Calais

Picardie  
Union régionale CNT 32, rue d'Arras, 59000 Lille  
03 20 56 96 10  
[ur59-62@cnt-f.org](mailto:ur59-62@cnt-f.org)

#### 15 Normandie

Syndicats CNT Calvados BP 02, 14460 Colombelles Syndicats CNT Seine- Maritime BP 411, 76057 Le Havre CEDEX Syndicat CNT Eure  
[interco27@cnt-f.org](mailto:interco27@cnt-f.org)

#### 16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000 bâbords 61, rue Conso-lat 13001 Marseille

#### 17 Pays la Loire

voir Bretagne

#### 18 Picardie

Voir avec Nord Pas-de-Calais

#### 19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT  
20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers  
05 49 88 34 08

#### 20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT  
44, rue Burdeau 69001 Lyon

# Gadgée solidaire

Expérience de soutien anti-autoritaire aux Roms en région nantaise.

Militante de la CNT interco de Nantes, Justine revient sur l'engagement dans un collectif de soutien aux Roms.

## ■ CS: Comment s'est lancé ce collectif ?

En mai 2015, un maire de l'agglo forme une milice d'élus de son conseil municipal avec des artisans qui réquisitionnent leurs salariés sur le temps de travail, pour bloquer les accès vers Indre, leur commune, lors de l'expulsion d'un camp de Roms de la commune voisine. Gilets jaunes, lampes torche et tris des voitures, au faciès. On a différé des tracts lors du conseil municipal suivant, fait un journal mural collé largement dans le bourg et aussi à Nantes.

## ■ Pourquoi l'intitulé anti-autoritaire du collectif ?

On voulait clairement se démarquer des démarches citoyennistes, paternalistes voire néocolonialistes que certain-es avaient connu. Notre objectif était que les Roms, premier-es concerné-es aient une voix égale à la notre, trouvent leur place. Qu'on arrête de leur dire quoi faire sous prétexte que c'est pour leur bien alors qu'ils/elles sont aussi capables que nous de réfléchir et trouver des actions et solutions. Le mot anti-autoritaire attire peut être moins de monde mais n'effraie pas pour autant, et permet d'entamer discussions sur les comportements



autoritaires et les dominations en général.

## ■ Et ça a marché ?

Ce qui freine le plus c'est la barrière de la langue même si on avait la chance qu'une d'entre nous parle l'italien comme la plupart des Rromni qu'on côtoyait. Ils ont plutôt une très mauvaise expérience du communisme, n'ont jamais entendu parler d'anarchisme ou d'anti-capitalisme. Difficile de comprendre qui on est, notre logique, notre culture militante, et de voir un intérêt à s'organiser avec nous et à faire de la politique. C'est par la pratique, le concret, qu'on a commencé à créer du lien, en faisant des ateliers, des tables de presse. On a joué avec les mômes, écrit avec eux une banderole en rom. Bon, c'était moins bien que s'ils et elles s'étaient auto-organisées. La confiance est surtout née, du jour où on est resté avec eux face à la police tout le temps d'une expulsion dès 7 h à 3 h du mat le lendemain pour chercher un nouveau

terrain, avec du café, de la soupe, en sauvant les caravanes.

## ■ Quelle position a eu le collectif vis à vis des institutions ?

On n'a pas voulu entrer dans l'assistance sociale, l'aide à la paperasse administrative, les cours de français, des rôles qui pourraient être salariés. Mais il y a une certaine complémentarité entre les actions plus administratives/socio-humanitaires des citoyenistes et les nôtres dans une logique de lutte de classe et d'anti-fascisme. ●

## St-Brévin : la haine banalisée en mode balnéaire

Dans cette station balnéaire à 60 km de Nantes, la CAO prévu pour 70 personnes dans une colonie de vacances est réduit par le préfet à 50 places après tollé du maire et plusieurs rassemblements mêlant Identitaires, FN et des réacs et racistes de base. Jusqu'à quatre coups de feu tirés au fusil de chasse la nuit du 4 octobre sur le centre alors vide. « Libertés & entraide », une asso dite d'« autodéfense » liée aux Identitaires, apporte son soutien aux groupes locaux anti-migrants dans toute la France, fournit affiches, argumentaires. La banalisation du racisme s'organise.

# Une boîte pas très propre sur elle

Le vol des heures dans les chambres d'hôtel à nettoyer.

**N**ous, salarié-es de l'entreprise «La Rolse Nettoyage» employé-es dans les hôtels Ibis et Ibis Budget, sommes embauché-es avec un contrat à temps partiel d'une durée de quatre heures par jour.

La charge de travail imposée par l'entreprise ne nous permet pas de finir dans le temps imparti et nous devons chaque jour dépasser les horaires.

Le bilan mensuel de notre activité constate jusqu'à 60 heures non payées.

Afin de trouver une solution acceptable à cette situation qui génère du travail dissimulé, nous exigeons que la direction de la Rolse Nettoyage entame avec nous des négociations immédiates dans



lesquelles Ibis doit jouer son rôle de donneur d'ordre.

Malgré de nombreux courriers depuis six mois, aucune réponse. La direction de la Rolse Nettoyage néglige son personnel.

Nous syndiqué-es exigeons que notre représentante de section syndicale soit reçue comme interlocutrice par notre direction qui porte toute la responsabilité d'une situation particulièrement anormale tant sur le plan juridique que sur le plan humain.

Pour le respect de nos droits, pour notre dignité, ouverture de négociations ! ●

*CNT La Rolse nettoyage*

## À votre bon soutien, m'sieur dames...

**L**e 12 mai dernier, deux camarades de notre syndicat ont été interpellés en marge de la manifestation contre la loi travail. Ils passent tous les deux en



procès le 28 novembre.

Nous avons décidé de prendre en charge l'intégralité des frais dus à ces procès, et de ne pas solliciter la legal team. Nous préférons que les sommes qu'elle récolte servent à des personnes non organisées. À Nantes pendant le mouvement social du printemps, la répression a été féroce. Plus de 350 personnes ont été interpellées, dont beaucoup de jeunes et

de précaires, et un bon nombre de procès sont encore à venir.

Nous allons organiser plusieurs événements de soutien mais nous craignons que les sommes récoltées ne soient pas suffisantes. En effet l'avocat d'un des camarades lui demande déjà 800 euros. En comptant les autres frais d'avocat et d'éventuelles amendes, on peut s'attendre à devoir payer plus de 2 000 euros.

Si vous souhaitez nous soutenir, merci d'adresser vos chèques (à l'ordre de SINR) à :

CNT 44, c/o B17, 17 rue Paul Belamy, 44000 Nantes. Mention "Soutien anti-répression" au dos. Merci d'avance. ●

*SINR 44*

Si jamais les sommes récoltées dépassent nos besoins, nous verserons l'excédent à la legal team.

### Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello  
CPPAP N° 0618S06521 TGI N° 97/93

### Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org  
CS c/o CNT Stics 13 c/o 1 000 Bâbords  
61, rue Consolat 13001 Marseille

### Administration

cs-administration@cnt-f.org  
CS c/o CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris

### Abonnements

cs-administration@cnt-f.org  
Voir le coupon dans votre journal  
Impression sur papier certifié PEFC

### Imprimerie Étoile

Za Sainte Anne 61190 Tourouvre

*Le Combat syndicaliste sort en début de mois. Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué-es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à toutes !*

## Amerikkke

## Pour une action anticoloniale et antifasciste « faites qu'il leur soit impossible de gouverner en terre volée »

Le CSIA-Nitassinan (Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques) vous propose un point de vue Autochtone, celui de Klee Benally, Diné-Navajo, membre de Indigenous Action, sur l'élection de Donald Trump.

Pour ceux d'entre vous qui sont surpris des résultats de ce spectacle tumultueux, bienvenue dans l'Amérique que nous avons toujours connue. C'est l'aveuglante « grandeur de l'Amérique » aujourd'hui amplifiée par la droite nationaliste islamophobe et anti-immigrants. Qu'un démagogue fasciste, élitiste et misogyne puisse être nommé à la tête d'un système politique, économique et social construit sur le capitalisme, le colonialisme, la suprématie des blancs, l'hétéro-patriarcat, l'esclavage et le génocide n'est pas une surprise. Ça n'a rien d'exceptionnel. C'est ce que ce pays a toujours représenté. Après tout, c'est un pays volé construit avec des vies volées.

Le mince amortisseur, récolté comme récompense d'être blanc, ou gagné en étant quelques échelons plus haut dans la hiérarchie socio-économique, n'est qu'un voile qui fournit un degré de séparation subtil, permettant aux gens de se hisser juste au-dessus de la souffrance que nous avons connue pendant le régime néolibéral précédent. Les 8 dernières années n'ont pas été un soulagement pour les migrants. Le gouvernement Obama est responsable de l'expulsion de plus de gens qu'aucun autre gouvernement US de l'histoire. Entre 2009 et 2015, Obama a expulsé de force plus 2,5 millions de gens, ce qui dépasse le total de tous les présidents

du XXème siècle. Les communautés Tohono O'odham ont été soumises à une forte militarisation et séparées par la frontière US/Mexique. Des villages entiers ont été déplacés et des sites sacrés ont été profanés. Ce sera amplifié par le « mur frontière » dont Trump menace.

**Ça n'a pas été non plus 8 années de soulagement pour ceux qui ont été bombardés et attaqués par des drones en Afghanistan, dans 90% des cas, des civils innocents.**

Et comptabilisons aussi les incarcérations de masse et les meurtres de Noirs et de basanés commis impunément par la police. Ces 8 années n'ont pas changé la violence raciale d'État, elles n'ont fait que l'exciter par des proclamations obscènes d'une société « post-raciale » alors que les Noirs se font tirer dessus par la police 2,5 fois plus que les Blancs. Ajoutez-y que les Autochtones sont le « groupe racial le plus susceptible d'être tué par les forces de l'ordre » aux États-Unis et qu'en plus, les femmes Autochtones se font agresser sexuellement et assassiner dans des proportions incomparables aux autres communautés, et vous aurez une idée plus claire de combien ces problèmes sont créés par le système.

Bien que le régime précédent reconnaisse la menace de réchauffement climatique, la réduction d'émissions de CO2 par l'extraction

de charbon, en déclarant en même temps la saison ouverte pour la fracturation hydraulique et en permettant à l'industrie nucléaire de continuer ses attaques mortelles contre notre avenir, n'a pas été un acte significatif de développement « durable ». Le but de l'empire des États-Unis est de maintenir sa domination politique et économique, et ce but a toujours été alimenté par une guerre écocide contre Notre Mère la Terre aka colonialisme de ressources. Même le programme dans l'impasse de l'industrie à but non lucratif voudrait nous faire aller du blanchiment au 'verdissement' du capitalisme. Mais dans cette guerre contre Notre Mère la Terre, pouvons-nous risquer de recycler des tactiques inefficaces dans l'espoir que des actions symboliques changeront l'état d'esprit de nos oppresseurs ? Spécialement depuis que Trump a déclaré que le changement climatique était un « canular » ?

**Mais ce sont les deux faces de la même médaille. Les actes et attitudes fascistes, islamophobes, anti-immigrants, anti-Noirs, anti-Autochtones et misogynes de Trump représentent un système, pas seulement une personne ou un parti.**

Un certain discours parle de moindre mal et se perd en diatribes sur un vague espoir, quelque part, mais ces thèmes nous ont été as-



sénés, dans notre chair, jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus cicatriser. C'est comme si nos corps étaient la terre profanée à chaque action de nos persécuteurs. Dans le cas de la politique électorale, ce processus n'est pas mis en question, les torts infligés non plus. Seule la mesure dans laquelle le voile couvre les blessures importe. La question n'est pas de voir les torts, mais de voir leur effet varier de la zone de confort jusqu'à la limite de l'insupportable. Ce processus est extrêmement réifiant et beaucoup d'entre nous jouent le rôle, parce que, aussi inquiétant que soit le fait d'être objectivé, l'alternative est d'être rendu invisible, inconnu, non-existant. Mais les luttes de résistance se dessèchent quand elles ne sont nourries que par un régime réduit de reconnaissance. C'est une chose que la lutte générale, ininterrompue, contre le fascisme sait très bien.

■ **« Nous devons rendre impossible pour Trump de gouverner le pays, et devons mettre le pouvoir dans les mains du peuple dans les rues. » Lorenzo Komboa Ervin**

Des mouvements récents comme BLACK LIVES MATTER (en particulier les émeutes comme celles de Baltimore et de Milwaukee) et les luttes de résistance pour les sites sacrés et l'eau comme NoDAPL (Red Warrior Camp), ont touché

des nerfs de la domination coloniale et de l'exploitation des états-Unis. Des combats pour nos vies dans les rues contre le terrorisme de la police, aux ripostes des gens de LGBTQI2-S contre les attaques fascistes, et aux luttes pour défendre nos terres et notre eau sacrées contre les infrastructures développées par des entreprises privées soutenues par la violence d'État et le colonialisme de ressources, tous ces moments et mouvements sont le résultat de la résistance ininterrompue qui combat depuis des centaines d'années sur ces terres.

Nous avons cessé de parler d'espoir quand nous avons dû nous concentrer sur la survie.

Alors que les réformistes s'occupaient surtout de prolonger l'agonie, nous avons commencé à nous imprégner nous-mêmes de la conviction que la souffrance va empirer. Ce n'était pas renoncer à notre pouvoir, mais une affirmation de notre capacité de guérir à nos conditions. Nous nous sommes mis à préparer nos esprits, notre intellect et nos corps avec cette conviction. Nous nous sommes reconnectés à l'idée que nous n'avons jamais eu d'autre choix que de combattre. Que la colonisation a toujours été la guerre. Que nous sommes des survivants de sa violence. Que nous n'avons jamais cessé de nous battre.

Nous comprenons la différence entre le pouvoir "sur" et le pouvoir

"avec". Et qu'il y a plus de pouvoir dans le pouvoir du peuple que dans le fait de choisir qui règnera sur lui. Qu'aucun politicien ne pourra jamais représenter les modes de vie Autochtones dans le contexte d'un système politique établi par le colonialisme. Que les politiques représentatives/électorales s'opposent à la libération de l'oppression coloniale. Que les luttes de nos ancêtres pour défendre Notre Mère la Terre et ses êtres vivants avec des prières et les armes à la main, sont toujours la même lutte que nous poursuivons aujourd'hui.

Trump a doublé la mise sur la fragilité coloniale pendant ce spectacle et a gagné. Mais cette fragilité même démontre en même temps à quel point, ceux qui ont bénéficié historiquement le plus de ce système, sont en fait désespérés et effrayés.

Lorenzo Komboa Ervin a déclaré : « *Nous devons rendre impossible pour Trump de gouverner le pays, et devons mettre le pouvoir dans les mains du peuple dans les rues.* »

**Assumez votre rôle dans ces luttes et organisez-vous. Nous sommes ingouvernables et devons rendre impossible pour le système de gouverner sur des terres volées et occupées. ●**

*Klee Benally, Diné-Navajo,  
Indigenou Action*

## Canada/France

### Boycott des restaurants «Frite Alors»

Face à la répression que subissent nos camarades canadiens d'IWW, la CNT interpro Villefranche appelle au boycott des restaurants Frite Alors (en France les deux premiers restaurants sont implantés à Lyon, dans le 1er arrondissement au 20 rue Terme, et dans le quartier de la Guillotière, 2 rue Chaponnay).

#### Communiqué de presse

Les employé-e-s du restaurant Frites Alors situé au 433 rue Rachel Est à Montréal annoncent la fondation du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Frite Alors. En effet, après un été particulièrement éprouvant ils et elles ont revendiqué de meilleures conditions de travail et ont décidé de constituer un syndicat afin d'établir un dialogue avec la direction.

Depuis le printemps 2016, les relations de travail étaient particulièrement tendues. La direction exigeait depuis plusieurs années que les employé-e-s paient les repas des client-e-s ne payant pas leur facture, pour les débalancements de la caisse, du fût et d'inventaire. La rétention de salaire par un employeur est une pratique tout à fait illégale et ne respecte pas les normes du travail. Les travailleurs et travailleuses du restaurant se sont alors organisé-es sur ces bases et leurs actions concertées ont permis de résoudre les problèmes énumérés précédemment.

De plus, les chaleurs intenses de la période estivale et le refus patronal d'installer une climatisation adéquate ont amené les employé-e-s à



travailler dans des conditions déplorables. Après la grande dépense de temps et d'énergie des travailleurs et travailleuses, l'employeur a partiellement résolu le problème, mais la climatisation n'est toujours pas efficace. Depuis, l'employeur refuse de dialoguer. Le personnel du Frite Alors revendique entre autre une augmentation salariale, des congés maladie, des formations, etc. La création d'un syndicat permettra de stabiliser le roulement d'employé-e-s.

#### ■ Les revendications. Plusieurs demandes sont sur la table.

##### Salaire :

- 2\$/h de plus pour tout le monde en cuisine (en fonction du salaire

déjà en vigueur à cette date)

- 1,80\$/h de plus pour les serveuses

- 0,50\$/h de plus par année d'ancienneté pour la cuisine, en plus du 2% fourni par les serveuses, 1% des ventes fourni par la direction

- une compensation financière quand on est sur appel (avec un taux horaire ou un montant fixe)

##### Maladie :

- 5 jours de congé maladie payés par année

- une formation polyvalente pour tout le monde (formation à chaque poste) qui faciliterait les remplacements

##### Travail :

- que les postes qui s'ouvrent soient proposés à l'interne ( un poste de « plaqueman » ou de serveur/se peut ainsi être proposé aux « frite-men »

- avoir des rencontres d'équipe  
- avoir un minimum de 20h de travail garanties par semaine, sur demande de l'employé-e

- La fin des procédures disciplinaires à l'encontre des salarié-es syndiqué-es. ●



## Turquie



*Criminels de guerre au repos  
«Le plein engagement de la Turquie dans la lutte contre Daesh, que la France poursuit dès le premier jour, est utile et nécessaire». François Hollande à la Coordination nationale Solidarité Kurdistan, septembre 2015.(Kedistan.net)*

# Stop Erdogan : contre la dictature et l'impérialisme, solidarité internationale des peuples !

Depuis plusieurs années, Erdogan impose petit à petit une véritable dictature en Turquie et s'impose comme le relais incontournable des intérêts impérialistes occidentaux au Moyen-Orient.

En effet, depuis la répression des mouvements sociaux et de contestation du pouvoir en place, notamment autour du parc Gezi sur la place Taksim à Istanbul en 2013, jusqu'aux interventions armées de l'État turc, aux liens plus que troubles avec Daesh, contre l'expérience révolutionnaire du Rojava, Erdogan a progressivement mis en place un véritable régime d'exception.

Ces derniers mois, notamment suite à la tentative de « coup d'Etat », la répression est encore montée d'un cran avec l'arrestation massive (en dizaine de milliers) d'universitaires, de militants et de journalistes, ainsi que la fermeture de plusieurs journaux d'opposition. De même en est-il des massacres de civils kurdes par l'armée turque sous prétexte de lutte contre le PKK.

Ces derniers jours, la touche finale de la mise en place d'une véritable

dictature de parti unique a été mise en place avec les arrestations des partis d'opposition de gauche, notamment les responsables et les élus du HDP et de sa déclinaison, locale, le DBP (y compris les maires élus de Diyarbakir).

Pendant ce temps-là, l'État français comme l'Union européenne laissent faire sans rien dire, voire renforcent la position d'Erdogan et appuient tacitement sa dictature. Avec en toile de fond un double intérêt : la gestion des migrants fuyant les guerres du Moyen-Orient par la Turquie, sur la base d'accords entre l'UE et la Turquie ; le soutien à la Turquie dans son rôle d'allié pivot pour la sale guerre en Syrie, notamment pour éviter que l'expérience révolutionnaire du Rojava ne renforce son caractère d'alternative concrète à Daesh, et plus largement la volonté d'imposer la présence des armées turques dans toute la région comme avec la présence de ces troupes à Mossoul contre la volonté des Irakiens et des Kurdes, mais avec l'assentiment tacite de la France et des États-Unis...

**La Confédération nationale du travail-France (CNT-F) appelle :**  
- à soutenir toutes les mobilisa-

tions sociales contre la dictature d'Erdogan en Turquie ;

- à soutenir le Rojava contre Daesh, l'État turc, le régime autocratique syrien d'Assad et les intérêts impérialistes occidentaux ;
- à soutenir le peuple kurde dans son combat pour la liberté.

**La CNT-F exige en outre l'arrêt de la collaboration de l'Union européenne et de l'État français avec la dictature d'Erdogan en quelque matière que ce soit. Elle exige en outre l'arrêt des bombardements en Syrie et les massacres de civils qui s'ensuivent.**

**Contre toutes les dictatures, contre l'impérialisme, solidarité internationale ! ●**

*Paris, le 7 novembre 2016*

*Le Secrétariat International de la CNT-F.*

Quelques liens pour mieux comprendre la situation :

- <http://www.kedistan.net/>
- <http://www.rojavafrance.fr/> (représentation officielle du Rojava en France)
- <http://www.cnt-f.org/podcast-cnt-debat-sur-rojava-une-experience-autogestionnaire.html>
- <http://cqfd-journal.org/Le-paradoxe-d-Ocala>



## Maroc

### Entre révoltes et rencontres de puissants

« Mohcine Fikri a été arrêté par plusieurs agents de police à la sortie du port d'Al Hoceima. Ces derniers l'ont arrêté pour le contrôler. Ils lui ont saisi le poisson qu'il allait comme à son habitude vendre au marché. Sans prendre la peine de le mener au commissariat ni de rédiger un PV de police, les agents de police ont arrêté un camion poubelle avec benne à broyer les ordures et y ont jeté le poisson saisi.

Mohcine désespéré, impuissant face à tant d'injustice, s'est jeté dans la benne à ordures. Mohcine est mort broyé dans une benne à ordures avec son poisson.

La colère contre l'abus de pouvoir, l'injustice, le non-droit, explose du port d'Al Hoceima à toutes les villes et régions du Maroc. »

Ce sont les mots de Souad Guenoun, militante marocaine à propos du mouvement de révolte qui parcourt le Maroc (voir [cadtm.org](http://cadtm.org)). Un de plus au Maghreb. Tout comme Mohamed Bouazizi il y a 5 ans à Sidi Bou Zid en Tunisie, Fikri est issu d'une famille de paysans ruinés par l'agro-business, la pollution et la surexploitation de l'eau. Comme Bouazizi avec ses légumes, il luttait pour survivre en

vendant du poisson au marché. Mais contrairement au dictateur tunisien renversé, la monarchie (le Makhzen) réussit encore à maintenir son roi, pour combien de temps encore ?

Pendant ce temps c'est la fête à Marrakech pour l'ouverture de la COP 22, avec une chanson sur la nature verte, l'amour et l'eau claire... Et une grande messe à Casablanca à Casa City qui mobilise la Finance pour le capitalisme et l'in-

vestissement vert, Mezzouar, Ministre et Président de la COP ouvre le concert. Mais, quelques militants marocains et leurs alliés venus de nombreux pays se réunissaient dans la petite ville de Safi (voir à la suite) et, quelques jours avant la grande messe de tous les pouvoirs, venaient apporter une fausse note à leur chorale hypocrite. ●

Groupe Afrique  
du secrétariat international de la CNT

## Déclaration de Safi

À trois jours de la COP 22, qui débutait ce lundi 7 novembre à Marrakech, Attac Maroc a organisé une rencontre internationale les 4 et 5 novembre à Safi, sous le thème : « *Changeons le système pas le climat* ».

L'objectif de cette rencontre était de ne pas laisser le débat sur les changements climatiques aux multinationales, aux États et institutions internationales qui sont en réalité à l'origine de cette dégradation.

La rencontre était organisée à Safi, ville symbole de la destruction du capitalisme industriel. En contradiction avec les discours de l'État marocain qui se donne une image verte, on retrouve à Safi l'inverse de ce qui sera énoncé dans les enceintes de Marrakech. Centrale thermique,

cimenterie, carrières de sable, industries du phosphate, polluent l'air, la mer et le sol, et déciment les ressources halieutiques, rendant la vie difficile à la population de Safi.

Des militant(e)s issues de mouvements sociaux de lutte, de syndicats, militant(e)s contre la dette et pour la justice environnementale sont venu(e)s d'Algérie, Égypte, Ghana, Nigeria, Togo, Côte d'Ivoire, États-Unis, Kenya, France, Belgique, Espagne, Tunisie, et de toutes les régions du Maroc.

Nous avons montré dans cette rencontre comment la crise écologique et climatique renforce les inégalités sociales et affectent tout particulièrement les communautés rurales, les femmes et la santé des populations. Le réchauffement climatique, la dé-

sertification, la montée des eaux, les catastrophes climatiques rendent de plus en plus difficile la vie des populations dans de nombreuses régions du monde et a ouvert la voie à un nouveau type de migrations. Et cela s'ajoute aux dégâts causés par la militarisation et les guerres au Maghreb et au Machrek qui détruisent la terre et la vie.

Face à cette situation, la mainmise des multinationales et de la finance internationale sur les ressources et sur le débat relatif au changement climatique est inacceptable.

Comment peut-on imaginer que des États et gouvernements responsables du changement climatique, les grands pollueurs de la planète tels que les sociétés pétrolières, les commerçants du bois, l'agrobu-

siness, les entreprises du nucléaire et celles qui exploitent le gaz de schiste... prétendent donner des solutions aux problèmes qu'ils ont eux-mêmes créés. Leurs fausses solutions ne permettront pas de limiter le changement climatique ni la destruction de l'environnement. Il est inadmissible que les États supposés représenter les populations invitent ces multinationales dans le débat sur l'avenir de la planète et des ses habitant-e-s

Les témoignages et les réflexions des personnes qui luttent contre les sociétés pétrolières, les entreprises minières, les carrières, la déforestation, l'accaparement des terres et de l'eau qui chassent les petits paysan-ne-s nous ont permis de comprendre l'urgence que les populations s'imposent dans le débat au Maroc et dans le monde. La planète, l'air, l'eau, les énergies sont des biens communs qui nous appartiennent et doivent cesser d'être dépossédés par le capital avec la bénédiction des gouvernements .

À l'heure où le peuple marocain se soulève à Al Houceima comme dans l'ensemble du Grand Maghreb contre le mépris (« Hogra ») avec lequel il est

tenu, il est primordial que les luttes soient entendues.

Nous marquons notre solidarité avec l'ensemble des luttes dans le monde et au Maroc envers les personnes de Imider, Jerada, Chtouka Ait Baha, Beni Oukil, Ouled Sbitta...

Nous réaffirmons notre volonté de continuer à construire ensemble un mouvement pour la justice climatique au-delà des Cop et des logiques institutionnelles, autour des revendications suivantes :

**Laisser les fossiles dans le sol ;  
Cesser toute utilisation de l'énergie nucléaire et des gaz et pétroles de schiste ;  
Reconnaissance de la dette écologique et réparations ;  
Souveraineté alimentaire et énergétique ;  
Relocalisation de la production et de la consommation ;  
Promouvoir le respect de la nature et de ses ressources.  
Changeons le système, pas le climat ! ●**

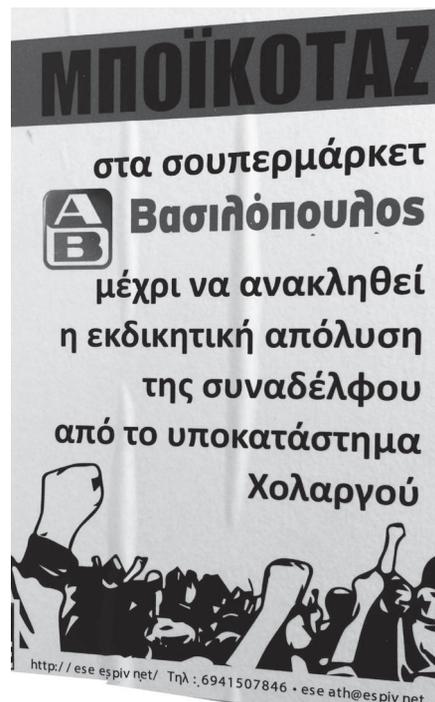
(en ligne sur [cadtm.org](http://cadtm.org))



## Vent dans le dos pour la coordination rouge et noire

La Coordination syndicale rouge et noire (Red&Black) s'est réunie fin octobre à Athènes. Organisé par les syndicalistes grecs de l'ESE, un meeting a d'abord eu lieu vendredi 22

octobre à l'École polytechnique de la capitale, haut lieu symbolique de résistance et d'alternative. Le lendemain, la réunion à laquelle assistaient toutes les structures continentales



européennes (Solidaridad Obrera et CGT E pour l'Espagne, CNT, Ese, Usi d'Italie, IP pour la Pologne, et la SAC de Suède), a surtout été l'occasion de renforcer l'activité de la coordination, que ce soit par des échanges plus réguliers entre les différents membres, par davantage de texte en commun, la création de matériel de propagande spécifique, comme les affiches, les drapeaux ou des T-shirts, ou l'augmentation de l'alimentation du site. Les délégués ont également convenu de faire des rencontres de branche, à chaque réunion de la coordination. Prochains rendez-vous, les 7-8 et 9 avril sur le thème des commerces et des services, là aussi à Athènes, et fin septembre, à Varsovie, sur la culture et les médias.

### ■ Soutien aux activistes marocains

Par ailleurs, la coordination ne s'est pas contentée de rester sur le champ européen. Elle a également affiché officiellement son soutien aux journalistes et activistes marocains qui devaient passer en procès, le mercredi 26 octobre. Le juge du TPI de Rabat a sur ce point reporté au 25 janvier 2017 l'audience des 7 camarades défenseur-se-s des droits humains, accusés d'atteinte à la sûreté de l'État. Affaire à suivre. ●

# Péret, poète c'est-à-dire révolutionnaire



**Benjamin Péret, l'astre noir du surréalisme,**  
Barthélemy Schwartz,  
Ed Libertalia,  
350 pages – 18 €.

Il est réputé pour son sens de l'insulte aux curetons de ras de trottoir. Un art de vivre guilleret immortalisé par une photo publiée par la Revue surréaliste en 1927, et légendée « *Notre collaborateur Benjamin Péret insultant un prêtre* ». Ce bouffeur de raticchon finira avec « *Je ne mange pas de ce pain là* » en épitaphe sur une tombe au cimetière des Batignoles, où ce poète révolté permanent s'est voué aux vers pour la dernière fois. Ce type est un salaud littéraire magnifique, un cracheur dans la soupe, bon d'accord elle était un brin stalinienne et nationaliste, la poésie de la résistance. Mais Eluard et Aragon étaient des anciennes relations et paraît que ça ne se fait pas de leur vomir sur l'auréole juste après la guerre en publiant « *Le déshonneur des poètes* », pamphlet riposte à un recueil dit « *L'honneur des poètes* » magnifiant la poésie de bas maquis et toute vouée à l'idéal national. « *Pas un de ces "poèmes" ne dépasse le niveau lyrique de la publicité pharmaceutique et ce n'est pas un hasard si leurs auteurs ont cru devoir, en leur immense majorité, revenir à la rime et à l'alexandrin classiques* », écrit alors Péret dont

la ligne est de vomir toute oppression, tricolore ou pas, de l'exploitation de l'homme par l'homme à la soumission de la création à un quelconque dogme religieux ou politique. Ce bouquin de Barthélemy Schwartz éclaire l'itinéraire d'un homme intransigeant que la poésie n'a pas enfermé dans le monde des imaginaires et des lettres.

Anticolonialiste, il se laisse guider par un genre d'intuition poétique, qui lui fait apprécier aussi, en bon surréaliste, le sens du merveilleux des indiens d'Amérique latine, dont les cosmogonies, mythes et légendes le passionnent. Péret n'est peut-être pas tout à fait libertaire, antiautoritaire sans doute, plutôt antistalinien, enclin à suivre le trotskisme, ce qui le mène au Poum quand il rejoint les brigades internationales en Espagne en août 1936. La persécution des militants du Poum par les communistes le mène à s'engager dans la Colonne Durutti. Poète et révolutionnaire, ou comme le dit le titre d'un docu\* qui lui est consacré, « *poète c'est-à-dire révolutionnaire* », Péret a toujours mené les deux de front. Sans mélanger, même si au



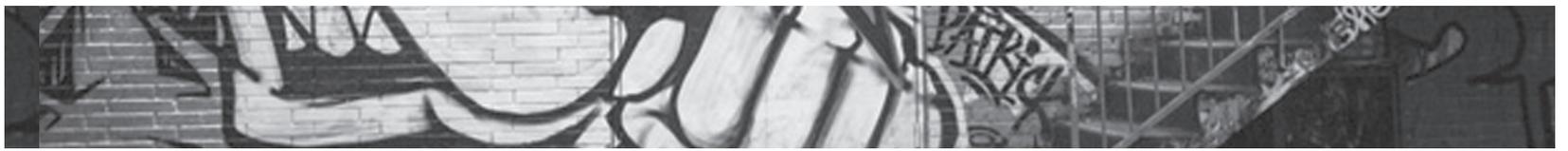
détour de poèmes parfois rageurs et ravageurs, on se délecte à écouter « *les bruits de plaques d'égouts sautant sur la gueule des flics* », quand « *Le vieux chien puait l'officier crevé* » ou que surgit Adolphe Thiers : « *Ventre de merde pieds de cochon, tête vénéneuse. C'est moi Monsieur Thiers. J'ai libéré le territoire, planté des oignons à Versailles et peigné Paris à coups de mitrailleuse* ». Entre les flics et les assommés, il choisi d'être du camp des bosses et de la rage, en clamant que « *les passages avaleront les flics qui reviendront chez eux plus sales que des ministres, plus fatigués que des lampions, en un mot, prêts à donner des forces aux malheureuses petites pensées qui gémissent dans les baignoires, oubliés comme un centime.* »

Ces quelques éclats de la poésie de Péret servis tièdes, tronçonnés, sont là juste pour donner envie d'aller lire le reste, qui pète à la gueule avec une jovialité désarmante. ●

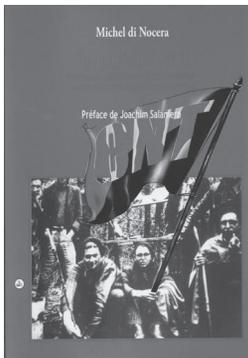
Nicolas, Interco Nantes

\* « *Je ne mange pas de ce pain-là* », Benjamin Péret, poète c'est-à-dire révolutionnaire" réalisé par Rémy Ricordeau, Seven doc, septembre 2015 (94').





# Cantal, terre de renaissance de la CNT



**Debout en exil. 1939-1945:  
reconstitution de la CNT  
clandestine et maquis anarchistes  
dans le nord-ouest  
Cantal.**

Michel di Nocera,  
Les éditions libertaires,  
268 pages, 16 €.

**I**ls ont été près de 600 espagnols, quasi tous cénétistes, à trimer sur le chantier du barrage de l'Aigle dans le Cantal, dans des froidures jusqu'à -25°. Travailleurs forcés après la Retirada, ils ont remonté l'organisation syndicale dans la clandestinité et intégré activement la Résistance, bénéficiant de la protection des ingénieurs et cadres français du chantier, appartenant à l'ORA, Organisation de résistance de l'armée composée de militaires, avec qui les cénétistes se sont bien entendus, tout en maintenant leur autonomie. Un plenum de la CNT renaissante s'est tenu au-dessus des locaux de la gendarmerie de Mauriac, sous-préfecture de 3500 habitant·e·s, dont un dixième d'Espagnols déportés. La CNT fait tourner aux alentours une exposition sur la révolution espagnole. L'originalité du livre, traitant de cette séquence méconnue de l'exil cénétiste, se perd un peu dans de longs rappels sur les tenants et aboutissants, démarrant dans l'Espagne de 1870 jusqu'aux lende-

main de la Retirada et les humiliations imposées par l'État français. Y compris des questions débattues par ailleurs de la politique de non intervention française face à Franco, ou l'échec de la révolution espagnole et de la participation des anarchistes au gouvernement.

L'ouvrage consacre quand même la moitié de ses pages à ces anarcho-syndicalistes organisés pendant l'Occupation dans le Cantal. L'auteur documente aussi les manigances des communistes cherchant à imposer leur hégémonie via la UNE : l'Unión nacional española multiplie les intimidations au sein de la diaspora républicaine, procède à des séquestrations de militants anarchistes et même dans quelques cas à des exécutions sommaires. La CNT qui tient bon se voit considérée comme une force active de la Résistance, gardant un chef élu sans se fondre sous un commandement qui lui échapperait. Ses dynamiteurs excellent dans les sabotages de voies ferrées et de ponts. L'histoire locale a gommé sa spécificité des mémoires, faisant de ce maquis de 600 miliciens rouges et noirs des simples « Républicains », occultant



les divergences, et elle sont de taille, entre anarchistes et communistes. La Libération forgera vite la légende d'une résistance limitée aux composantes gaullistes et communistes, escamotant toutes les autres forces militaires et politiques. Le phénomène est similaire à la mémoire de la Libération de Paris où les Espagnols de La Nueve parmi lesquels de nombreux anarchistes sont les oubliés de l'histoire officielle de la Division Leclerc.

En juillet 1944, cette CNT en exil dans le Cantal produit un premier journal en ronéo, puis en imprimerie. Quatre ans plus tard, les stats de la police française dénombrent 41 000 militants CNT (pour 30 400 sociaux espagnols et 22 200 cocos). Reste à écrire l'histoire collective de ces militants contraints à l'exil, piaffant de reprendre le combat contre Franco. Ils se sont naturellement lancés comme résistants en France par antifascisme et pensaient que la solidarité resterait active, réciproque, pour renverser Franco. Comme on sait, le Caudillo tiendra 30 ans de plus, jusqu'à mourir dans son lit en 1975. ●

*Nicolas, interco Nantes*



# Logiques industrielles de cognes



**État d'urgence et business de la sécurité, entretiens avec Mathieu Rigouste,** Niet! Éditions, 92 p, 7 €.

L'état d'urgence renforcé et durable, a bien des atouts pour le pouvoir, en permettant de passer très rapidement en mode militarisation du territoire et acceptation par la population. En ces temps de capitalisme sécuritaire forcené, retrouver les analyses de Mathieu Rigouste éclaire l'articulation entre l'héritage des mécanismes de la contre insurrection, née en Indochine, développée en Algérie et notamment en milieu urbain avec la Bataille d'Alger. Le tout adossé à un marché évolutif, très tonique, qui cumule le secteur de la sécurité, matériel, services, savoir faire et formation,

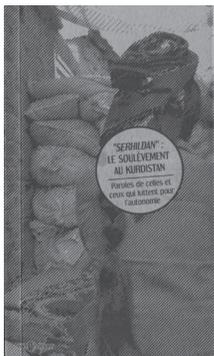
celui de la répression, armes et munitions, jusqu'au labo qui élabore le kevlar impénétrable qui forme les gilets pare balle dernière génération. Flics, vigiles, architectes, designers vivent de l'entretien d'une guerre sociale permanente. On retrouve dans ces entretiens la filiation entre la BAC née dans les années 70 avec les brigades nord africaines chargées de réprimer les militants algériens en région parisienne. Ces brigades anti-arabes en métropole sont devenue BAV, Brigades agression et violence. Malgré le changement de nom, ces équipes de choc s'occupaient toujours du prolétariat immigré. Rafles, tortures, passages à tabac, dans la continuité de l'occupation coloniale en Algérie. La BAC est dans la continuité. On comprend mieux l'esprit de la police raciste qui a accessoirement adopté les poncifs du néo libéralisme, management, chiffre, etc.

D'anciens flics des ex-ganaches militarisent les entreprises qui les recrutent, y exportant les techniques du renseignement et de la contre insurrection. Mathieu Rigouste revient sur la porosité entre police et armée,



voir les interactions délibérées, l'expérience, l'armement de l'un servant à l'autre. La police assumant volontiers des actes militaires, l'armée assumant des fonctions de police au sein de l'empire néo colonial d'Afrique. Ou quand le jeu vidéo intègre une industrie du meurtre de masse, le recrutement des pilotes de drones à distance aux États-Unis puisant dans un vivier d'accros au joystick et à la console de jeux. Mais Rigouste tient à tordre le cou à l'impression de déprime qui peut prendre à la gorge en jugeant la toute puissance de l'appareil répressif. En fait, le contrôle absolu n'est pas cette machinerie implacable qu'on croit dépendre. Il y a des failles, des dysfonctionnements, des brèches dans lesquelles les résistances s'immiscent. ●

# Confédéralisme kurde



**Serhildan, le soulèvement au Kurdistan. Paroles de celles et ceux qui luttent pour l'autonomie,** collectif Ne var ne yok, Niet! Éditions, 144 p p, 7 €.

Le Kurdistan est multiple, sur les sols syrien, irakien, turc et iranien, parlant quatre langues principales depuis le démantèlement de l'empire ottoman : après la Première Guerre mondiale ces territoires ont été séparés, soumis au contrôle occidental. Et la culture kurde, ses identités, ses expressions, ont été niés, ou carrément réprimés. Après ces rappels historiques, po-

litiques et culturel, ces entretiens abordent le rôle des femmes dans la résistance, les rapports entre les combattant-es et la population civile, la lutte contre Daesh, la répression de l'État turc (voir p.11 et 17), les principes du confédéralisme démocratique dit « mouvement d'auto gouvernance » kurde, et son appel : « Serhildan ! » (Rebellion, en kurde). ●



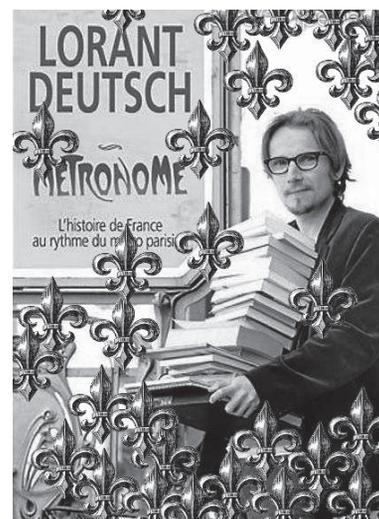
# Historiens en croisade



**Les historiens de garde,,**  
William Blanc, Aurore Chéry, Christophe Naudin,  
éd. Libertalia,  
205 pages. 10 €.

Valls, Sarkozy, Fillon récemment, rameutant Marianne sans voile, nos ancêtres les Gaulois, le "récit national" dans les programmes scolaires : le mythe du roman national est de retour en force. Le comédien monarchiste Lorant Deutsch, auteur du best seller *Le Métronome* traitant de l'histoire de Paris, en est un des fers de lance du moment. Adulé par les médias, il déroule une vision qui relève souvent du story telling plus qu'ethno centré, polarisé sur la France même quand l'entité n'existe pas. Une soupe trafiquée d'histoire patriotique qui tend à faire croire que la nation est le fil conducteur, héritée de l'épopée

des rois qu'il faut présenter comme un temps d'harmonie sociale, en gommant soigneusement l'oppression. L'apologie de la monarchie induit à l'inverse que la Révolution française soit honnie comme rupture vis à vis des racines chrétiennes profondes de notre blanche civilisation. Les Identitaires, les Villiéristes, et plus largement l'extrême droite en font leur miel. Aussi peu fiable que les péplums hollywoodiens, ce baratin brandi par les personnages politiques de droite avec l'aval des socio-libéraux surfe sur un discours d'historiens approximatifs, où figure Patrick Buisson l'ancien directeur de Minute, et directeur de la chaîne Histoire. Buisson et Deutsch ont collaboré à la publication du Paris de Céline passant rapidement sur l'antisémitisme haineux de l'auteur de Bagatelle pour un massacre. Le paysage n'oublie pas des stars de la tchatte sur écran, Franck Ferrand, Éric Zemmour, Michel Onfray... Les films de Sacha Guitry, le spectacle du Puy du Fou et son parc d'attraction relèvent de ce même mélange entre faits d'histoire tordue et fiction servant une vision orientée, courant brun fleur de lys noyant l'histoire de France. Le livre produit quelques ré-



futations très étayées des inventions de Lorant Deutsch. Autant de rappels de ce qu'est le vrai travail d'historiens, attentifs à leurs sources. Le bouquin retient aussi d'autres tripoteurs de mémoire et d'histoire, Jacques Bainville, Alain Decaux et quelques auteurs oublieux de la méthode des vrais historiens, de droite ou de gauche, universitaires ou pas, pour qui les sources doivent être interrogées avec rigueur. ●

*Nicolas, Intercos Nantes*

William Blanc et Christophe Naudin ont aussi cosigné Charles Martel et la bataille de Poitiers, de l'histoire au mythe identitaire, aux éditions Libertalia, publié en 2015, une réfutation soignée du mythe brandi par les nationalistes, les conservateurs et l'extrême droite.

## LA CNT C'EST QUOI ?

**UN SYNDICAT !** Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts. **DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. **AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-uns. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

# LE COMBAT

C.N.T. SYNDICALISTE A.I.T.

13 AVRIL  
1972  
NUMERO 702  
PRIX : 1,00 F  
44<sup>e</sup> ANNEE

**AUJOURD'HUI,**  
Nous sommes les dupes de  
**L'ENVIRONNEMENT...**  
**DEMAIN,**  
Nous serons les victimes de  
**LA POLLUTION...**  
**APRES-DEMAIN,**  
On nous fera payer les frais de  
**L'ANTI-POLLUTION**

Les industries de l'anti-pollution réalisent un chiffre d'affaires de 1,2 milliard et un taux d'expansion de 15%.

« ...Je me suicide lorsque je consens à demeurer dans un local où le soleil ne pénètre jamais...  
Je me suicide lorsque je fais des heures d'un travail que je sais inutile.  
Je me suicide lorsque je ne contente pas mon estomac par la quantité et la qualité d'aliments qui me sont nécessaires.  
Je me suicide chaque fois que je consens à obéir à des hommes et à des lois qui m'oppriment.  
Je me suicide lorsque je donne à un individu par un geste le droit de me gouverner pendant 4 ans... »  
LIBERTAD, « La Joie de Vivre », 1907.



**Abonnez-vous**

**au**

**Combat Syndicaliste**

**le mensuel des syndicats de la CNT**

## Profits et pertes

La COP 22 se déroulait au même moment à Marrakech. On peut dire qu'elle battait son plein. Ou son vide, ça dépend comment on regarde. Lors d'une permanence au siège parisien du 33 rue des Vignoles, les archives du Combat syndicaliste livrent ce numéro du 13 avril 1972. Avec cette une qui résonne comme un écho évident à notre actualité l'environnement planétaire.

« La date de ce numéro nous montre que, très tôt, la CNT était consciente de l'importance du combat pour l'environnement, écrit Sylvain pour les « permanenciers du 33 ».

Nous avons également constaté le caractère visionnaire de la CNT puisque aujourd'hui on nous fait bien payer la dépollution rendue nécessaire par la pollution d'hier.

On retrouvera cette logique capitaliste qui consiste à privatiser les profits et à socialiser les pertes. »

Quelques semaines plus tard, en juin 1972, la conférence de Stockholm, lance la succession de grandes conférences des Nations unies sur l'environnement.

Elle se conclut sur une déclaration commune soulignant pour la première fois les droits et devoirs de l'humanité envers l'environnement : le droit à un environnement sain et de qualité, contre une responsabilité de l'homme envers son environnement. Le capitalisme n'est pas encore en ce temps là climatosceptique, mais il le deviendra.

Il n'est pas encore conscient des perspectives du capitalisme vert et des opportunités de business de la transition énergétique, mais il y viendra. ●

La rédaction du CS de 2016

**ABONNEZ-VOUS  
AU COMBAT  
SYNDICALISTE**

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de  30 € (soutien),  22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM ..... PRÉNOM ..... ADRESSE .....

PROFESSION ..... MAIL .....

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste c/o CNT - 33, rue des Vignoles - 75020 Paris.*

**ABONNEMENT  
GRATUIT** →

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci : **durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine. Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.